

## Face à l'EI : l'impossible unité palestinienne

Les combats de Yarmouk sont symptomatiques d'un mouvement national palestinien systématiquement déchiré entre des options régionales contradictoires.

Nicolas Dot-Pouillard

**L**e premier avril 2015, l'organisation de l'État islamique (EI) pénètre dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk. Situé à huit kilomètres du centre de Damas, sa partie nord est soumise, depuis 2012, à un implacable siège de l'Armée arabe syrienne (AAS). Moins de 18 000 réfugiés peuplent aujourd'hui le camp – ils étaient encore, trois ans auparavant, plus de 150 000.

### Une multitude de fronts militaires

**Y**armouk est désormais à l'image de la Syrie : c'est une mosaïque armée. L'organisation de l'État islamique n'est qu'une des nombreuses factions militaires qui se déploient maintenant dans cette enceinte stratégique, porte sud de la capitale. Avant la percée militaire de l'EI dans le camp, Yarmouk se divisait déjà en plusieurs zones militarisées : au nord, les supplétifs palestiniens du régime syrien tiennent plusieurs barrages militaires, assistant l'armée gouvernementale et les Forces de défense nationale (FDN). L'Alliance des forces palestiniennes (at-Tahaluf) regroupe, depuis le début des années quatre-vingt-dix, les principales formations palestiniennes non seulement opposées aux accords d'Oslo, mais également organiquement liées au régime syrien. Elles se reconnaissent dans la rhétorique nationaliste arabe du parti Baath : Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) de Ahmad Jibril, Fatah-Intifada de Abou Moussa, issu d'une scission du Fatah de Yasser Arafat, en 1982, Saïqa, la branche palestinienne du parti Baath, Comités populaires, dirigés par Khaled Abdel Majid, également porte-parole de l'Alliance des forces palestiniennes. L'ensemble de ces partis aligne plusieurs centaines de miliciens dans et aux abords du camp.

Depuis début avril, ces quatre formations combinent leurs attaques contre l'EI avec les forces régulières syriennes. Cependant, ce premier front, entre formations palestiniennes favorables au régime, et organisation de l'État islamique, n'annule pas les coordonnées militaires et politiques qui prévalaient dans le camp depuis la fin 2012 : l'Alliance des forces palestiniennes est en effet engagée depuis dans une série d'affrontements avec des groupes armés liés à l'Armée syrienne libre (ASL), tout comme avec des miliciens palestiniens ayant pris à l'époque fait et cause pour le soulèvement syrien.

Jusqu'à l'entrée de l'EI dans Yarmouk, la majorité du camp est en effet tenue par une multitude de groupes armés se revendiquant de la chute du régime de Bachar al Assad. Si, de l'hiver 2012 au printemps 2015, ces groupes armés tiennent encore des positions militaires à Yarmouk, en dépit des bombardements incessants de l'aviation syrienne et des percées sporadiques des troupes de l'Alliance des forces palestiniennes, c'est aussi qu'ils bénéficient d'une base arrière : les banlieues de Damas (Hajjar al Aswad, Tadamon) qui jouxtent le camp sont en effet tenues par l'Armée de l'islam (Jaysh al Islam) de Zahran Al-loush, une des composantes du Front islamique (Jabhat al islami), une des plus importantes coalitions militaires de l'opposition. Au sein même du camp, plusieurs composantes armées opposées au régime se partagent le terrain : le Haraka Ahrar ash Sham (Mouvement des libres du Levant), le Front al Nosra (Front du secours), affilié à Al Qaida, les Brigades Ibn Taymiyya, alliées au Front al Nosra, et, enfin, les Kataib Aknaf Beit al Maqdis (Brigades des contrées de Jérusalem), une formation militaire proprement palestinienne, liée au Hamas, même si ce dernier dénie officiellement tout investissement armé en Syrie. L'ensemble de ces groupes armés sont, jusqu'en avril 2015,

**Nicolas Dot-Pouillard**, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, Beyrouth) et core-researcher au sein du programme Wafaw (« When authoritarianism fails in the Arab world », European Research Council). Cet article est le fruit de recherches menées dans le cadre du programme Wafaw. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne représente pas nécessairement les vues de l'institution qui l'a financé.

relativement unis dans leur confrontation face à l'armée gouvernementale et à l'Alliance des forces palestiniennes.

### Le Hamas trahi

L'entrée de l'organisation de l'État islamique à Yarmouk relève d'une alliance rompue : celle qui prévalait jusque-là entre les miliciens du Hamas et ceux du Jabaha al Nosra. Jusqu'en avril 2015, l'accord conclu est simple : si les Brigades Aknaf Beit al Maqdis et le Front al Nosra ne partagent pas les mêmes présupposés idéologiques, les uns proches de la pensée des Frères musulmans, les autres attachés à la mouvance dite « salafiste-jihadiste », ils sont d'accord pour s'opposer aux troupes gouvernementales et pour faire de Yarmouk une porte ouverte sur la capitale. Surtout, le Front al Nosra dit préserver le camp, également, de toute pénétration de l'EI et des partisans d'Abou Bakr al Baghdadi dans l'enceinte palestinienne. Fin mars, c'est ce contrat qui est rompu : Yahia Hourani (Abou Suhaib), dirigeant local du Hamas, est assassiné devant l'hôpital Palestine le 30 mars, par des tirs inconnus, prélude immédiat à l'offensive militaire de l'EI le premier avril.

Abou Hammam, porte-parole des Brigades Aknaf Beit al Maqdis, est un ancien responsable de la sécurité de Khaled Mechaal, dirigeant du Hamas en dehors des Territoires palestiniens. Il accuse le 8 avril le Front al Nosra d'avoir purement et simplement « trahi » les Brigades Aknaf Beit al Maqdis, en laissant l'EI entrer dans le camp, et en fomentant une nouvelle alliance militaire avec lui, au détriment des forces de l'opposition syrienne et palestinienne à Al Assad. Les raisons de ce retournement sont multiples. Le Front al Nosra se méfie d'abord d'un Hamas qui, à l'échelle régionale, oscille entre critique du régime d'Al Assad et coordination continue avec le Hezbollah libanais et Téhéran. Quelques semaines plus tôt, Meshaal a en effet rencontré Ali Larijani, président du Parlement iranien, au Qatar. À Gaza, les principaux leaders du Hamas, au premier rang desquels Mahmoud Zahar et Muhammad al Daif, dirigeant des Brigades Ezzedin al Qassam, ne se privent plus, depuis la guerre de l'été 2014 entre le Hamas et Israël, de reconnaître une véritable coordination sécuritaire entre les Palestiniens d'un côté, l'Iran et le Hezbollah de l'autre. L'alliance nouvelle entre le Front al Nosra et l'organisation de l'État islamique constituerait également une réponse, selon certains analystes palestiniens, aux plus récentes tentatives de négociation en vue d'un cessez-le-feu entre le régime et l'opposition dans le camp de Yarmouk.

L'entrée de l'EI dans Yarmouk a donc ouvert, depuis début avril, une nouvelle phase militaire. Si, précédemment, le conflit dans le camp se caractérisait par une série d'affrontements entre le régime et ses supplétifs palestiniens d'un côté, les différents groupes de

l'opposition syrienne et palestinienne à Bashar al Assad de l'autre, il y a bien désormais trois fronts qui se superposent : les Brigades Aknaf Beit al Maqdis, assistées par différents groupes de l'opposition syrienne, combattent communément l'EI et le Front al Nosra ; le régime et l'Alliance des forces palestiniennes combattent également le Front al Nosra et l'EI, sans pour autant s'allier aux Brigades Aknaf Beit al Maqdis ; enfin, le régime et l'Alliance des forces palestiniennes n'ont pas cessé depuis début avril leurs confrontations militaires, certes plus sporadiques qu'auparavant, contre les groupes de l'opposition syrienne encore présents dans et autour du camp (Jaysh al Islam, Ahrar ash Sham). C'est désormais une « triangulaire » militaire qui se joue.

### Un 'présent-absent' : l'Organisation de libération de la Palestine

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) n'a, au contraire du Hamas, jamais rompu les ponts avec le régime syrien. Pour autant, elle s'est officiellement refusée, jusque-là, à entrer militairement dans le conflit. Les troupes de l'Armée de libération de la Palestine (ALP), basées à Damas, n'ont pas été mobilisées. Principale formation de l'OLP, le Fatah, notamment sa section syrienne, s'est contenté, depuis 2012, d'émettre des communiqués appelant à une « solution politique » dans le camp de Yarmouk, et à favoriser des cessez-le-feu – toujours échoués – entre le régime et les oppositions syriennes. La gauche palestinienne n'est pas en reste dans cette attitude de neutralité apparente : le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) ne mobilise pas militairement ses militants, ni du côté du régime, ni de celui de l'opposition. Cependant, le seul fait que l'OLP, le Fatah et le FPLP aient gardé, à Damas, l'essentiel de leurs structures politiques, et que leurs principaux dirigeants locaux soient demeurés en Syrie depuis 2012, apparaît en partie, aux yeux de l'opposition syrienne, mais aussi du Hamas, comme un aveu de leur tropisme pro-régime. Une accusation que l'opposition syrienne adresse également parfois au Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP) de Ramadan Challah, lui-aussi resté à Damas, au contraire du Hamas.

L'entrée de l'EI dans le camp de Yarmouk semble avoir dans un premier temps infléchi quelque peu la position de l'OLP, mais aussi de l'Autorité nationale palestinienne (ANP). Le 8 avril, Ahmad Majdalani, dirigeant du Front de lutte populaire palestinienne (FLPP), mais également ministre du Travail dans le gouvernement de Mahmoud Abbas, réunit à Damas 14 factions palestiniennes : celles de l'OLP, celles de l'Alliance des forces palestiniennes, mais aussi le Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP). Seul le Hamas est

absent, en dépit de contacts établis – de manière inédite – début avril entre Khaled Mechaal et Ahmed Jibril, dirigeant du FPLP-CG, proche de Damas. Tous s'accordent alors sur la nécessité d'une réponse commune face à l'organisation de l'État islamique. Une force militaire conjointe est évoquée, pouvant même coordonner ses mouvements avec l'armée gouvernementale. En un spectaculaire retournement politique, le Comité exécutif de l'OLP revient pourtant sur sa décision le 9 avril, appelant l'OLP et les forces palestiniennes à s'extraire du conflit militaire à Yarmouk. Selon certaines sources palestiniennes, Abbas et le Comité exécutif de l'OLP ne souhaitent pas prendre un tournant politique qui apparaîtrait comme trop en faveur du régime syrien, et qui déplairait à ses principaux créanciers – notamment saoudiens. Depuis, l'OLP et l'ANP se contentent d'acheminer une aide humanitaire au camp de Yarmouk.



**Des réfugiés du camp palestinien de Yarmouk attendent de recevoir de l'aide alimentaire de l'UNRWA. Mars 2014./**

RAMI EL SAYED/ANADOLU AGENCY/GETTY IMAGES

## De Yarmouk à Gaza

**D**ébut mai 2015, la bataille de Yarmouk s'éternise. L'EI ne contrôle certes pas l'ensemble du camp, mais y demeure encore. Les Brigades Aknaf Beit al Maqdis, proches du Hamas, ne se sont pas effondrées : si certains de leurs activistes ont effectivement fui, dans un premier temps, vers les zones tenues par le régime, elles n'en demeurent pas moins l'une des principales forces opposées tant au régime syrien qu'à un EI allié au Front al Nosra. Collaborant avec d'autres forces armées de l'opposition syrienne, notamment avec l'Armée de l'islam de Zaaran Allouch, les miliciens proches du Hamas s'imposent encore comme une force politique et militaire, sur lesquels il faudra compter à l'avenir.

Les conséquences de l'entrée de l'EI à Yarmouk ne peuvent cependant être relativisées. Son premier effet est de polariser le Hamas et l'EI au-delà même des frontières syriennes : début mai, dans la bande de Gaza, le Hamas a multiplié les arrestations dans les milieux proches de l'EI et du Front al Nosra, ces deux dernières organisations menaçant désormais le Mouvement de la résistance islamique de représailles militaires au sein même de son fief palestinien, signe que les événements

de Syrie se répercutent toujours automatiquement sur la scène régionale.

Les combats de Yarmouk prennent également sens en fonction d'un autre facteur : le Front al Nosra a marqué bien des points ces derniers mois contre le régime syrien. Au Nord, dans la région de Idlib et de Jisr al Choughour, tout comme à Yarmouk, dans la banlieue de Damas. Seule l'inexorable poussée du Hezbollah, dans la région de Qalamoun, jouxtant les frontières libanaises, limite désormais les veillités conquérantes du Front al Nosra. Or, le Nosra gagne aussi par sa capacité à créer de nouveaux régimes d'alliances : au Nord, cela se fait avec des formations issues tantôt du Front islamique, proche des Frères musulmans syriens, tantôt de groupes issus d'une Armée syrienne libre désormais éclatée. À Yarmouk, le Nosra pense au contraire gagner la bataille contre le régime syrien en s'alliant à l'EI, au détriment d'un Hamas en qui il n'a pas confiance.

Au-delà, les combats de Yarmouk ont prouvé qu'il n'y a pas d'unité palestinienne : les images contrariées d'une Alliance des forces palestiniennes, alliée au régime, incapable au final de s'allier à une OLP prônant une politique de neutralité dans le conflit syrien, toutes deux, au final, contrariant les positions d'un Hamas tiraillé entre Téhéran et l'Arabie saoudite, sont symptomatiques d'un mouvement national palestinien systématiquement déchiré entre des options régionales contradictoires. ■